SPÉCIAL G7 à Lyon

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

13 AU 19 JUIN 1996

supplément au N° 1047

GRATUIT

PARTOUT DANS LE MONDE CONTRE LE CAPITALISME ET L'ETAT

UNE CLASSE UN COMBAT !

LE CAPITALISME est-il en crise ? A cette question, et ce malgré la régression sociale organisée à l'échelle planétaire, nous sommes bien forcés de répondre par la négative. Le capitalisme n'a pas pour objectif de fournir un travail à chacun, ni *a fortiori* de satisfaire les besoins sociaux. La logique capitaliste est basée sur la seule recherche du profit maximum. Et dans ce domaine, tout va bien ! La « crise » n'est perçue comme telle que par ceux qui la subissent. Pour la bourgeoisie, le fonctionnement actuel du capitalisme est tout ce qu'il y a de plus normal.

Garder cette idée en tête, permet de résister au bourrage de crâne. Cette précaution ne paraît pas inutile dans le contexte d'un G7 qui sera l'occasion d'une couverture médiatique à la hauteur de l'« événement ». Si nous n'étions pas directement les victimes de ce système social inhumain, un tel sommet des principaux représentants de la bourgeoisie planétaire consacré à l'emploi pourrait faire sourire.

A notre intention, Chirac aura, bien sûr, concocté un petit discours populo-démagogique sur l'absolue nécessité de lutter contre la « fracture sociale ». Pourtant, la vraie nature des débats ne devrait être un mystère pour personne. Ce G7 n'est qu'un simple chaînon dans une succession d'initiatives politiques visant à adapter et coordonner l'action des Etats en fonction des intérêts capitalistes à l'échelle mondiale. Une nouvelle fois, le discours libéral justifiant les inégalités sociales sera rituellement confirmé. Les préoccupations des puissants de ce monde ne sont pas les nôtres !

Parler de mondialisation de l'économie fait partie du discours dominant. En tant que tel, ce phénomène est pourtant un fait incontestable. Aujourd'hui, les marchés financiers et les exigences de la concurrence capitaliste imposent l'essentiel. Les gouvernements jouent, en quelque sorte, le rôle de simples sous-traitants de l'« entreprise capitaliste mondiale », avec comme fonction d'assurer le maintien de la « paix sociale », tout en organisant l'aggravation des conditions d'exploitation de tous ceux qui subissent le capitalisme.

Pour ceux qui nous dirigent et nous exploitent, le constat de cette mondialisation est utilisé comme une arme idéologique pour légitimer la remise en cause des « acquis » sociaux que les luttes du passé avaient permis de conquérir. Ceux qui les défendent sont taxés d'« archaïsme ». Le « progrès » passerait par la soumission totale à la logique capitaliste. Pourtant, le seul avenir que cette société est capable d'offrir à la jeunesse est la perspective de vivre moins bien que ses parents.

Impasse à gauche

Pour sortir de cette impasse, il est plus que jamais nécessaire de proposer un projet social alternatif au capitalisme. Affirmer la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société n'est pas une utopie. L'utopie est dans le camp de ceux qui prétendent pouvoir nous offrir un capitalisme « à visage humain ».

Après des années de gestion dévouée des intérêts capitalistes, la gauche, revenue dans l'opposition, cherche désespérément à se refaire une virginité politique. Mais quel projet social est-elle capable d'avancer aujourd'hui ? A la perspective de battre la droite aux prochaines législatives pour mener enfin une « vraie politique de gauche » ne peuvent croire que ceux qui le veulent bien ! Dans un contexte où la moindre revendication pour l'amélioration des conditions de vie ou de travail se heurte à la logique impitoyable de tout un système économique, les solutions réformistes (nationales et électoralistes) sont plus obsolètes que jamais.

Pour un autre futur

Le monde constitue aujourd'hui l'arène unique d'une vaste lutte de classes. Ceux qui nous dirigent et nous exploitent en sont conscients, et tentent de nous masquer cette réalité. La force potentielle que représente ces milliards d'exploités leur fait peur. Voilà pourquoi ils cherchent à nous diviser en opposant « privilégiés » et « exclus », « Français » et « immigrés », travailleurs du « Nord » et du « Sud », travailleurs du « public » et du « privé ».

Seul le développement de puissants mouvements révolutionnaires à l'échelle de la planète peut nous permettre d'échapper à l'avenir barbare, fait de misère et de guerre, que nous prépare le capitalisme. Exploités et opprimés, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Seules la coordination et l'auto-organisation de nos luttes peuvent nous permettre d'en maîtriser le déroulement et les finalités.

Sur cette voie, le chemin est encore long et les obstacles nombreux. Les anarchistes ne se contentent pas de déclarations. A travers l'échange des expériences et des pratiques, les militants anarchistes agissent pour qu'un mouvement social anticapitaliste et anti-autoritaire prépare une société basée sur le fédéralisme et l'autogestion. Seule l'égalité économique et sociale peut permettre que la liberté pour tous et toutes ne reste pas un vain mot.

PATRICK
(groupe Durruti - Lyon)

LYON : ACTIVITÉS FA POUR LA SEMAINE DU G7

MERCREDI 19 JUIN - 20 H 30
projection (sous réserve) du film
LES MÉDIAS ET LES ILLUSIONS NÉCESSAIRES
(sur Noam Chomsky)
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée), 69001

JEUDI 20 JUIN - 21 H
débat sur la MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE
au *Café libertaire* (La Plume Noire)

VENDREDI 21 JUIN - 21 H
concert avec le groupe *A Brûle pourpoint*
à la librairie La Plume Noire

22 JUIN

MANIFESTATION ET MEETING

A l'occasion de la tenue du G7 à Lyon, la Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le 22 juin.
Les libertaires manifesteront pour réaffirmer la nécessité et la possibilité d'une transformation révolutionnaire et libertaire de la société.
• MANIFESTATION à 15 heures devant la Manufacture des Tabacs.
• MEETING à 18 heures à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

23 JUIN

RÉUNION INTERNATIONALE

A l'occasion de la tenue du G7, une réunion internationale se tiendra le 23 juin, à partir de 9 h, à l'Espace Saint-Georges Communication (ex-CEP), 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

A l'ordre du jour : *les réalités locales des luttes*, *la mondialisation du capitalisme et la réorganisation consécutive des Etats* et *les perspectives du mouvement anarchiste*.
Toutes les organisations anarchistes présentes dans les luttes sont invitées à venir dialoguer et à échanger leurs points de vue sur ces questions, dans l'optique d'une redynamisation de nos pratiques internationales.

NOTRE DERNIÈRE AFFICHE

En noir et rouge, format 45X72. 5 F l'unité et 50 F les 50 (port compris)

EMPLOI, FLEXIBILITÉ ET TEMPS DE TRAVAIL

Pour les travailleurs, la loi du marché est toujours un marché de dupes !

Le G7 de Lyon va se « préoccuper » de l'emploi. Ce sera même, paraît-il, son principal sujet de conversation.

Que l'affaire soit d'importance, nul ne peut en douter, mais de là à penser que ces gros représentants de la « mondiale jet class » puissent intervenir sur les logiques capitalistes à l'œuvre, il y a une montagne de pognon en jeu qui les dépasse largement.

C'est que la mondialisation capitaliste a des effets destructeurs sur l'organisation « traditionnelle » des processus de production et d'échange, tant sur le prolétariat des zones fortement industrialisées, dont nous faisons partie, que dans les zones où se perpétuaient, jusqu'à il y a peu, des sociétés de type agraire ou pré-industriel.

C'est ainsi qu'en Europe, le nombre de chômeurs s'accroît inexorablement (40 millions) et qu'en Chine, les estimations les plus basses annoncent 100 millions de petits paysans déracinés qui crèvent de faim et errent d'une ville à l'autre, à la recherche d'une embauche sur un chantier ou dans une usine.

Impossible de faire le tour de la planète sans rencontrer les mêmes situations de misère et de détresse sociale, y compris et surtout aux Etats-Unis, qui détiennent, proportionnellement, un nombre record de sous-alimentés (45 millions).

Cette mondialisation capitaliste s'impose partout et tend à « prolétariser » l'ensemble des activités humaines, y compris des secteurs d'activités que certains pensaient être intouchables, comme la recherche, l'art ou la fonction militaire.

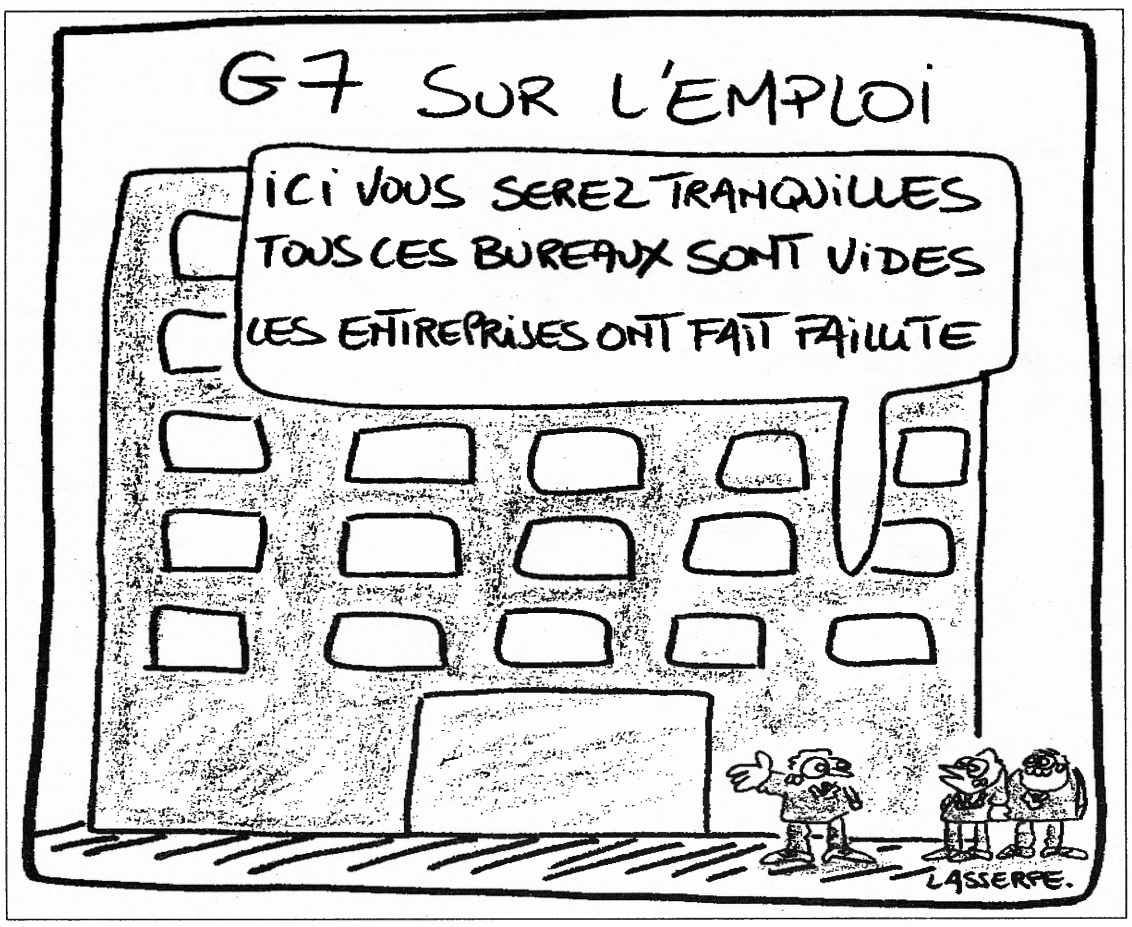
Finalement, et contrairement à ce que l'on pourrait penser (par le fait qu'il est très dur de trouver et de conserver un emploi), le nombre de personnes salariées augmente sans cesse, y compris ici-même, en France.

Le problème, pour les « maîtres du monde » est de maintenir, de renforcer et de perpétuer la concurrence entre chaque salarié, pour que le prix de vente de la force de travail soit la moins chère possible.

Il faut donc que chaque travailleur ait l'impression que le travail est une marchandise rare, que la qualité de son activité soit constamment remise en cause, qu'il ait l'impression que les autres sont prêts à tout et n'importe quoi pour prendre sa place et qu'enfin cette situation soit vécue comme indépassable et inévitable.

Il s'agit bien d'un conditionnement idéologique, qui peut se résumer à « marche ou crève ».

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que tous les discours portent sur l'emploi. Il faut « créer des emplois », disent à l'unisson le patronat, l'Etat, les partis politiques, les syndicats, les humanitaires, les petits commerçants ou les apprentis dictateurs du FN ! A force de les entendre répéter les mêmes litanies, avec le baratin approprié à la catégorie à laquelle ils appartiennent, on finit par se lasser, et de s'interroger sur le bien fondé de la revendication du plein emploi, qui semble être devenu l'idéal du bonheur sur terre.



En fait, les dés sont pipés dès le départ, car créer les conditions du plein emploi pour tous est contradictoire avec le fonctionnement même du capitalisme, qui nécessite de produire au prix le plus bas possible s'il veut s'assurer le maximum de bénéfices. Il est donc indispensable qu'il y ait du chômage et de la précarité pour qu'il y ait concurrence.

Quant à ceux qui voudraient nous bercer avec l'illusion de solutions dans un cadre national, ils sont pour le moins ridicules puisque l'approvisionnement en matières premières, comme le besoin de trouver des clients solvables, ne peut se réaliser que sur des espaces de plus en plus grands.

Force est de constater que les stratégies politiques et syndicales qui s'articulent sur des objectifs de plein emploi ne peuvent avoir, dans le meilleur des cas, que des effets de retardement, de temporisation ou de déplacement des lieux de licenciements.

Si Danone, Renault ou Alsthom maintient ou implante une usine ici, cela se fera au détriment de l'emploi en Roumanie, en Inde, au Brésil... ou à l'avantage de Belfort contre Nantes et Lyon.

Un autre effet de ce chantage à l'emploi est l'apparition de discours qui tendent à vouloir trouver des solutions par la réduction du temps de travail.

On ne peut qu'être inquiet d'entendre la CFDT avancer cette idée comme seule manière de créer de l'emploi, alors que sa secrétaire générale s'affiche de plus en plus ouvertement comme collaboratrice et suppléante du patronat et du gouvernement (cette critique n'est pas une reconnaissance de l'intérêt d'être à FO ou à la CGT, mais un simple rappel d'un fait d'actualité).

En dépit de la réelle volonté de militants de base à vouloir développer une revendication légitime et historique du mouvement ouvrier pour améliorer nos conditions de vie par la réduction du temps de travail, on ne peut que constater qu'elle n'est reprise par les politiciens que pour mieux nous faire avaler des accords professionnels sur la flexibilité du temps de travail (Millon, Juppé, les Verts...).

En clair, hormis quelques secteurs de pointe, la réduction du temps de travail n'est qu'une duperie qui se résume le plus souvent à des semaines de travail de 48 à 60 heures, suivies de semaines de travail de 24 à 32 heures, selon les commandes enregistrées par les entreprises.

Il est remarquable qu'Antoine Ribout, PDG de Danone, refuse dans une de ses innombrables filiales, SAEME (Evian, Badoit, etc), de satisfaire la revendication de la semaine de 32 heures par 490 grévistes (depuis trois semaines et sur quatre sites de production), alors qu'il a été un des principaux conseillers de Millon sur le vote, par le Conseil régional de Rhône-Alpes, d'un budget de 110 millions de francs pour « aider » les entreprises à réduire le temps de travail.

L'enjeu est — et reste — le refus des salariés de voir diminuer leurs salaires ! Et comme par hasard, le Conseil régional de Rhône-Alpes est resté silencieux sur ce « détail », y compris les écolos qui ont voté ce machin-là.

La notion de « partage du travail » comme moyen de trouver un emploi pour chacun s'inscrit dans un contexte qui rend cette revendication manipulable et utilisable pour accroître les déréglementations du droit du travail, et se heurte à l'objectif premier du capitalisme qui est la réduction des coûts de production.

Un des effets « secondaires » de cette politique, là où elle est appliquée, est que les travailleurs sont contraints à des emplois au noir, aux petits boulots, pendant leur « temps libéré », pour compenser leurs pertes de salaire.

Il y a donc peu de chance, au vu du rapport de force actuel de la lutte de classes, qu'il soit possible d'obtenir des améliorations significatives de la situation de l'emploi par ce moyen.

Pour autant, il n'y a pas lieu de désespérer, car les mouvements de révolte se multiplient ici et ailleurs contre cet état de fait. Par exemple, la semaine dernière, les travailleurs marocains ont lancé une grève nationale pour exiger de meilleurs salaires et dénoncer le chômage de masse. A Casablanca, des émeutes ont ponctué cette journée de revendications, et comme il est facile de l'imaginer, la répression policière a été lourde.

Comme nous, vous aurez remarqué que les grands médias ont boycotté cet événement, alors qu'il y a à peine un mois, Chirac s'affichait avec ce roitelet-dictateur de Hassan II.

Notre avenir est à la solidarité, à l'entraide et à la coordination des luttes avec tous les travailleurs de la planète.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les structures syndicales dominantes ne brillent pas par leur volonté de relier et de faire converger les luttes.

Le slogan « *Tous ensemble* » de décembre dernier n'est qu'un mot creux lorsque que l'on en est réduit à défiler chacun à son tour et pour défendre sa seule corporation.

Il est temps de briser nos chaînes !

BERNARD
(groupe Déjacque - Lyon)

« Mondialisation du capitalisme & luttes de classes »
Analyse anarchiste de l'évolution de l'Etat, du capitalisme et des perspectives de révolution sociale
Rédigé par la Commission G7 de l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA
éditions du Monde Libertaire (juin 1996)
20 francs
- **Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris ;**
- **Librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.**